

PLUS DE 80% DES SALLES DES FÊTES EN ARRÊT D'ACTIVITÉ

Le décret «trouble-fête» !

*Plus de 80 % des salles des fêtes demeurent en arrêt d'activité. Une situation qui suscite la grogne chez les membres du Comité national des salles des fêtes (CNSF). Ils dénoncent, encore une fois, les dispositions du décret n°05-207 du 4 juin 2005 fixant les conditions et modalités d'ouverture et d'exploitation de ces salles. Un décret trouble-fête !*

**Wassila Zegtitouche — Alger (Le Soir) —** Les gérants des salles de fêtes réclament la révision de ce décret mettant sur un même pied d'égalité salles de fêtes et cabarets. Dans une conférence de presse organisée hier au siège de l'UGCAA, M. Bessila Abdelmadjid, président du CNSF, a porté haut les revendications des propriétaires de ces salles.

Ces derniers estiment que «le décret est plus applicable aux cabarets». Ils appellent à un rectificatif amendant le décret, en séparant, au même titre que les théâtres, les salles de fêtes, qui sont régies par un statut particulier, de la catégorie des cabarets, night-clubs et autres». M. Bessila a indiqué qu'une réunion du

Comité national des salles de fêtes, avec le secrétariat général du ministère de l'Intérieur, devrait être tenue dans les prochains jours pour soumettre, une énième fois les doléances. A noter que quelque 760 salles sont recensées à l'échelle nationale, dont 280 à Alger.

Dans la capitale, 226 salles sur un total de 280, sont fermées. Les wilayas du centre, Alger y compris, comptent 520 salles, dont 413 sont actuellement fermées, soit plus des trois quarts. Cependant, la situation est moindre dans les autres régions du pays.

A l'ouest, seulement 15 salles sont en arrêt d'activité sur un ensemble de 135, alors que 10 salles sur 90 sont fermées à l'est du pays. Plus

«chanceux», les gérants des salles de fêtes au sud sont moins concernés par cette décision, jugée arbitraire par l'ensemble de cette corporation. Ainsi, on relève dans cette zone, qui compte 80 salles, 2 en situation de fermeture, selon M. Bessila, Au total, 530 sont en arrêt d'activité.

La fermeture des ces dernières a conduit à l'apparition d'une activité parallèle, estime le président du CNSF. Il fait état de plusieurs «commerçants» activant illicitement. Des cantines, salles non conformes, des salles de sports ou même des écoles seraient exploitées, notamment durant la période estivale. Cette situation serait également confortée par l'augmentation des coûts de location de ces salles. Ainsi, les coûts de location qui se situaient entre 8 000 et 35 000 DA varient actuellement entre 45 000 et 200 000 DA, affirme M. Bessila.

En outre, en comptant 10 postes d'emploi par salle, M.

Bessila estime qu'il y aurait eu suppression de plus de 5 000 postes d'emploi au plan national.

Par ailleurs, il est à noter que les gérants des salles de fêtes de la région ouest ont tenu leur assemblée générale le 10 de ce mois à Oran. Présidée par M. Belhadj Kacem-Noureddine, l'assemblée a débattu plusieurs questions relatives à l'activité.

Trois volets étaient à l'ordre du jour : la situation de l'activité dans la région, le projet de transformation du CNSF en fédération nationale des propriétaires des salles de fêtes et enfin l'ouverture d'un bureau de coordination des salles de fêtes et l'élection des membres de sa composante.

Solidaire du peuple palestinien, le Comité national des propriétaires des salles de fêtes a lancé un appel en direction de leurs propriétaires dans le but de faire don d'une journée de location à l'attention de ce peuple martyr.

W. Z.

ÉQUIPEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

90% du matériel technico-pédagogique distribué

*Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, El-Hadi Khaldi, a indiqué hier que près de 90 % du matériel technico-pédagogique destiné aux différentes sections de formation et d'enseignement professionnels a été réparti sur l'ensemble des établissements relevant du secteur à travers le territoire national.*

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -** Intervenant à l'occasion de la Conférence nationale des directeur de wilaya de la formation professionnelle organisée à l'Institut national de la formation professionnelle d'El-Biar, à Alger, le ministre a précisé que 10% du matériel attend d'être enlevé du port après les formalités douanières d'usage. Néanmoins, le directeur général de l'Entreprise nationale des équipements techniques et pédagogiques (ENEFP),

Ahmed Soula, a relevé quelques contraintes qui retardent la mise en service de ces équipements.

Selon ce dernier, certains établissements ne sont pas dotés des commodités (eau, gaz, électricité, air comprimé) nécessaires à l'utilisation de ces équipements. Un cas de figure rencontré dans une dizaine de wilayas, dont Alger, Médéa et Sétif, où les ateliers ne sont pas aménagés, voire, inexistants pour recevoir le matériel. Cette situation, que

El-Hadi Khaldi promet de prendre en charge dans les plus brefs délais, risque, à en croire Ahmed Soula, d'engendrer des contentieux avec les fournisseurs tant algériens qu'étrangers.

«Les fournisseurs étrangers exigent un procès-verbal de dénombrement du matériel et un autre de mise en service. Or, pour certains équipements non encore utilisés, il est impossible de fournir un P-V de mise en service, ce qui retarde le paiement des factures», déplore le directeur de l'ENEFP en tenant à souligner que le programme de fourniture en équipement des établissements du secteur de l'enseignement et de la formation pour le programme quinquen-

nal 2005-2009 a été achevé «avant les délais». Un plan pour lequel l'Etat a «consacré une enveloppe financière de 17 milliards de dinars», indique El-Hadi Khaldi. Ainsi, la rencontre d'hier se tient en prévision de la prochaine rentrée professionnelle prévue le 7 mars.

Les inscriptions restent ouvertes jusqu'au 26 janvier. Les sélections et orientations, elles, sont prévues du 28 février au 2 mars. Des notes ont été adressées par l'administration centrale aux directions des 48 wilayas afin de médiatiser et sensibiliser les jeunes aux offres de formation avec un intérêt particulier pour les métiers manuels.

L. M.

NOUVEAU SYSTÈME COMPTABLE FINANCIER

L'applicabilité dès 2010 en question

*Un décret relatif à la comptabilité spécifique des petites et moyennes entreprises verra le jour prochainement selon l'expert-comptable et commissaire aux comptes, Djamel Djerrad.*

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Cet expert s'exprimait hier au Centre de presse d'El Moudjahid, lors d'une conférence-débat consacrée au nouveau système comptable financier (NSCF).

Prévu par une loi promulguée en novembre 2007 et censé entrer en vigueur en janvier 2009, le NSCF devrait être applicable dès janvier 2010. Or, l'applicabili-

té de ce texte soulève des questionnements, la plupart des textes d'application n'étant pas encore parus. En outre, sur 600 000 professionnels concernés, seuls 9000 ont été formés à l'application de ce système par l'Ordre national des experts comptables et commissaires aux comptes, la formation de 350 formateurs étant envisagée. Et d'autant que la formation est censée être coû-

teuse (des dizaines de milliers de dinars pour un mois de formation) même si cet ordre s'implique fortement en termes de vulgarisation et forme «gratuitement», selon son président, Mohamed Liamine Hamdi, principal intervenant lors de cette conférence et qui a prôné une application graduelle du NSCF. Et cela même si le NSCF, qui remplace le plan comptable national datant de 1975 et répond à des contraintes internationales, se veut conforme aux normes comptables et financières internationales. Comme le NSCF n'induit pas de grands

changements pour les entreprises sauf qu'il s'agira, relèvera Djamel Djerrad, pour elles de passer d'une comptabilité fiscale, mécanique, à une comptabilité économique, de jugement.

Voire, pour les entreprises de mettre en place une comptabilité basée sur l'amortissement par composants et selon les avantages économiques. Ce qui n'est pas aisé à développer, les entreprises devant changer de posture comptable, développer une réelle transparence financière, publier leurs états financiers validés par l'assemblée générale au cours du

1<sup>er</sup> trimestre de chaque année et consacrer obligatoirement 1% de la masse salariale à la formation. Comme il s'agit, fera remarquer Mohamed Hamdi, pour la Direction générale des impôts de revoir la question de la déclaration fiscale. Par ailleurs, le président de l'ordre des experts-comptables et commissaires aux comptes a fait remarquer, à propos de la loi sur la profession comptable dont l'élaboration est «en souffrance», qu'«il n'y a pas de participation au dialogue» avec l'autorité de tutelle.

C. B.

DISTRIBUÉE DANS DES STATIONS-SERVICES À ALGER

De l'essence super altérée par le gasoil

L'entreprise Naftal a fait savoir hier que le carburant «essence super» distribué par certaines stations-services à Alger a été altéré par la présence de petites quantités de gasoil.

«Les prélèvements d'essence super effectués par Naftal dans certaines stations de la capitale ont confirmé une altération de l'essence super par le carburant gasoil», a indiqué à l'APS le directeur de la communication de cette entreprise, M. Djamel Cherdoud.

«Naftal a été alertée par cet incident lundi après-midi et a procédé immédiatement à l'examen de quelques prélèvements qui ont révélé la présence de petites quantités de gasoil dans l'essence super».

L'altération de l'essence super a été constatée, notamment, dans les stations-services qui se trouvent à El Mohammadia, Caroubier, Bordj-El-Kiffan et à Alger Centre.

Plusieurs automobilistes qui ont fait le plein auprès de ces stations au cours de ces derniers jours ont constaté des anomalies sur le fonctionnement mécanique de leur véhicule et se sont plaints auprès de la direction générale de Naftal.

Selon des mécaniciens contactés, les risques encourus se traduisent par un mauvais démarrage suite à une avarie que peut subir le carburateur.

Pour remédier à cette situation, cette entreprise a opéré les vidanges des cuves de stockage des stations de ce carburant de mauvaise qualité, en veillant à leur remplissage par un carburant conforme, a souligné M. Cherdoud.

Concernant l'origine de cette altération, le même responsable a précisé qu'au stade actuel de l'enquête, «il est impossible de déterminer si le problème réside dans les cuves des stations d'essence concernées ou au niveau des lieux de stockage de Naftal».

Mais, ce qui est certain, a-t-il ajouté, c'est que «Naftal s'engage à indemniser tous les clients dont les voitures ont subi des dommages à cause de l'utilisation de ce carburant souillé».

«Il y a une assurance qui couvre ce genre d'incidents et tous les désagréments seront pris en charge à condition que le client fournisse la preuve que la panne de sa voiture est réellement provoquée par l'utilisation de ce carburant altéré».

APS